RÉSOLUTION: Tunisie

THÈME : Conflit et sécurité nationale

CONCERNE : Renforcement de la frontière entre la Tunisie et la Libye

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Scandalisée par l'instabilité géopolitique depuis 2011 de la Tunisie marquée par la

guerre civile en Libye, la présence de cellules djihadistes dans les zones montagneuses. En plus, des trafics transfrontaliers qui

financent parfois des réseaux criminels et extrémistes.

Souligne que ces facteurs extérieurs fragilisent la sécurité intérieure

tunisienne. La porosité de la frontière libyenne, longue de près de 500km, représente un défi majeur pour l'Etat tunisien, dont les

moyens militaires et logistiques restent limités

Déplore les conséquences de la désintégration de l'État lybien: des armes

lourdes circulent vers le territoire tunisien, des groupes djihadistes liés à Daech ou Al-qaïda se sont infiltrés via la Libye et des flux migratoires incontrôlés pèsent sur les ressources et la stabilité des

zones frontalières.

Confirme que la crise libyenne, marquée par la chute du régime Kadhafi en

2011, recompose les équilibres sécuritaires et géopolitiques du

Maghreb et de la Méditerranée.

Rappelle que l'instabilité politique et économique pousse de plus en plus de

tunisiens à tenter la traversée vers l'Europe. De plus, la Tunisie est un partenaire stratégique de l'Union Européenne pour la stabilité de la méditerranée de par sa position géographique stratégique: entre la Libye et l'Algérie, deux pays au contexte sécuritaire complexe. La Tunisie est également considérée comme un allié majeur non membre de l'OTAN et reçoit une aide sécuritaire conséquente, notamment des Etats-Unis qui profitent de sa localisation pour surveiller les mouvements terroristes, les trafics et les influences

étrangères (russes, chinoises, turques).

Décide de lancer la construction d'un mur sur l'entièreté de la frontière entre

la Libye et la Tunisie, inspiré de celui qui se trouve à la frontière des Etats-Unis et du Mexique. Celui-ci permettra de conserver la stabilité politique du pays et d'éviter d'importants flux migratoires vers

l'Europe.